



Development
Progress

Sommaire de l'étude de cas

Environnement

UN BURKINA FASO « PLUS VERT » : Techniques agricoles et amélioration des moyens de subsistance

Amanda Lenhardt, Jonathan Glennie, Nicholas Intscher et Ahmed Ali, avec
la collaboration de Gabriel Morin



Une mère cultive son champ, région du Nord, Burkina Faso. Photo: © Amanda Lenhardt

- Au Burkina Faso, entre 1989 et 2004, une surface de 200 000 à 300 000 hectares (ha) de terres a été réhabilités grâce à l'adoption de techniques innovantes inspirées des pratiques agricoles traditionnelles.
- La production de 80 000 tonnes supplémentaires de cultures vivrières chaque année a amélioré la sécurité alimentaire d'environ 500 000 personnes et la plupart des familles ayant réduit de moitié la durée de leur période de soudure.
- Les impacts à court terme sur les rendements agricoles varient de 30 % à 350 %, en particulier si les techniques améliorées sont combinées.
- Des réseaux sociaux et communautaires ainsi que le soutien financier des donateurs ont favorisé la diffusion et l'adoption des techniques.
- Des efforts supplémentaires restent à faire afin de continuer à lutter contre les problèmes persistants de la sécurité alimentaire et de malnutrition.

Le présent rapport, ainsi que d'autres rapports du projet Development Progress, sont disponibles sur developmentprogress.org.

Development Progress est un projet de l'ODI qui vise à mesurer, analyser et situer les progrès réalisés en termes de développement et à communiquer les résultats de ses recherches.

L'ODI est le principal groupe de réflexion britannique sur les questions de développement international et d'aide humanitaire. Pour consulter les autres publications de l'ODI, voir odi.org.uk

Pourquoi explorer l'agriculture durable au Burkina Faso ?

Entre les années 1960 et 1980, le Burkina Faso est devenu un exemple illustrant l'impact d'une agriculture non durable sur la dégradation des terres et les conséquences sur les populations qui en dépendaient. Des décennies successives de surexploitation agricole et de surpâturage ont progressivement transformé des terres jadis fertiles en zones désertiques. Dans certaines zones, plus de 65 % des terres ont ainsi été dégradées (Ouedraogo, 2002).

Cependant, ces dernières décennies, l'adoption d'une série de techniques agricoles, simples mais efficaces, a conduit à un « reverdissement » de larges zones du Burkina Faso, l'un des pays les plus pauvres du monde, et a permis aux agriculteurs qui les ont adoptées d'augmenter leurs rendements agricoles.

Sur fond de nouvelles habitudes de consommation, avec notamment une forte croissance de la demande en produits alimentaires, matières premières et énergie (ERD, 2011), induites par la croissance démographique globale, l'urbanisation et l'augmentation des richesses, les progrès du Burkina Faso, faisant pourtant face à des circonstances particulièrement difficiles, sont une source d'enseignements pour d'autres pays. Les résultats obtenus par les paysans du Plateau central du Burkina Faso donnent la mesure de ce qu'il est possible de réaliser, même dans un contexte défavorable, en matière de conservation de l'eau et des sols. Une leçon dont la pertinence ne peut que s'affirmer dans un contexte d'aléas climatiques et de désertification causés par les changements climatiques.

Aperçu des progrès réalisés

1. Situation initiale

Dans les années 1960 et 1970, le Plateau central du Burkina Faso a connu un cycle agro-écologique dévastateur, dû à des changements humains et écologiques. Tout d'abord, la pression démographique a conduit les agriculteurs à augmenter les surfaces mises en culture afin de répondre à la demande croissante de denrées agricoles, entraînant de fortes pressions sur les terres. Celles-ci ont été encore renforcées par l'importante croissance du cheptel burkinabé (Ickowitz *et al.*, 2012). Pour faire face à cette situation, les agriculteurs ont essayé de tirer davantage de leurs terres sans pour autant augmenter les intrants, en abandonnant par exemple la jachère, résultant en une dégradation des sols à grande échelle.

À partir des années 1970, la situation dans le Plateau central s'est aggravée à la suite de la diminution des précipitations, devenues de plus en plus sporadiques. La région a connu de graves sécheresses entre 1968 et 1973, puis de nouveau entre 1982 et 1984, entraînant des crises alimentaires aiguës alors même que la résilience des populations était déjà affaiblie par la combinaison de la forte pression démographique et de la baisse de la fertilité des sols.

Peut-être plus encore que la diminution globale des précipitations dans le Plateau central, c'est l'irrégularité

croissante de la pluviométrie qui a causé le plus de dégâts. Les précipitations variaient en quantité non seulement d'une année sur l'autre mais également au cours d'une même saison agricole. Ainsi, les aléas de la répartition des pluies dans l'espace et le temps ont gravement nui aux récoltes (Reij *et al.*, 2004; Critchley, 1991).

À la fin des années 1970, population en forte croissance du Plateau central ne disposait pas de ressources nécessaires en eau et en terres pour vivre. Afin de remplacer les terres dégradées par les pratiques agricoles non durables et les besoins croissants de la population, les surfaces exploitées ont été sans cesse agrandies, entretenant ainsi un cercle vicieux de dégradation des terres. Comme le rappelle une des personnes interrogées dans le cadre de cette étude, il ne restait plus qu'à « changer ou mourir ».

Confrontés à l'aggravation de ces problèmes, les agriculteurs ont commencé à adopter une série de techniques avec l'objectif de freiner la dégradation des terres et restaurer la fertilité des terres déjà dégradées. Trois techniques simples (les zaï, les cordons pierreux et les demi-lunes) ont joué un rôle crucial, mettant le frein à la désertification et rendant des sols propices à l'exploitation (voir Encadré 1).

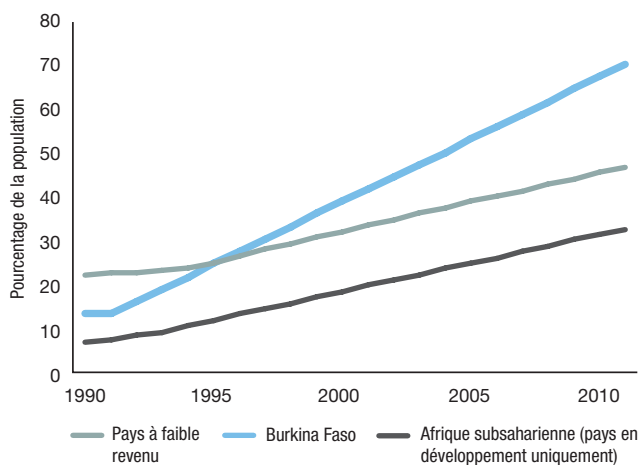
**« Prévenir la famine est une bonne chose, mais donner aux agriculteurs les moyens de produire est encore mieux »
(Un ancien haut fonctionnaire de l'agriculture)**

2. Conservation des sols et de l'eau

L'adoption de pratiques agricoles durables semble avoir inversé la tendance. Le cercle vicieux s'est transformé en cercle vertueux, comme en témoigne l'amélioration spectaculaire de la situation dans le Plateau central, où des terres autrefois considérées comme perdues sont aujourd'hui cultivées ou reboisées. On estime qu'entre 200 000 et 300 000 ha de terres au total ont ainsi été réhabilitées dans toute la région (Kabore et Reij, 2004 ; Ouedraogo, 2005).

Tout indique par ailleurs que ces pratiques durables ont contribué à une meilleure gestion des ressources en eau. D'après les calculs de Reij *et al.* (2009), les niveaux des nappes phréatiques du Plateau central se seraient relevés de cinq mètres en moyenne. L'accès à sources améliorées d'eau dans les zones rurales du Burkina Faso est supérieur à la moyenne des pays à faible revenu et bien supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, comme le montre la Figure 1. Le pourcentage de la population ayant accès à des sources d'eau améliorées au Burkina Faso a ainsi quasiment doublé entre 1990 et 2011, passant de 38,6 % à 74,1 %.

Figure 1 : population rurale ayant accès à des sources d'eau améliorées

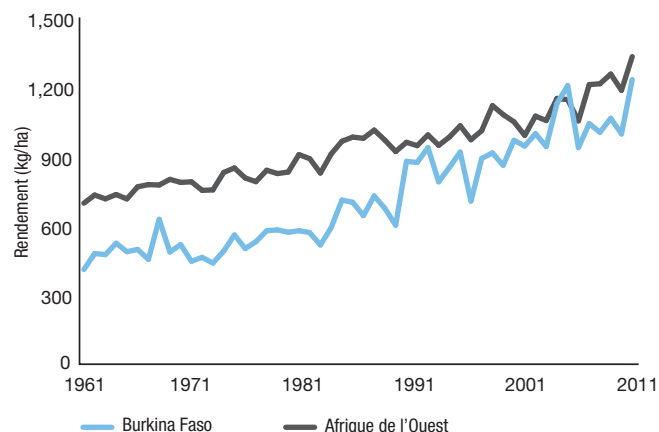


Source: Indicateurs de la Banque mondiale, 2014

3. Augmentation de la productivité agricole

Outre la réhabilitation de terres dégradées, la productivité de l'ensemble des terres cultivées a également augmenté, se traduisant par une hausse significative de la production agricole du Burkina Faso, comme l'illustre la figure 2. Alors que les rendements étaient restés plutôt stables entre les années 1960 et les années 1980, le début des années 1990

Figure 2 : comparaison des rendements céréaliers par hectare au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest entre 1961 et 2011



Source: IDM, 2013

à vu le Burkina Faso se rapprocher de la moyenne de l'Afrique de l'Ouest, et même la dépasser brièvement.

De nombreux indices laissent supposer que l'adoption de pratiques agricoles durables a joué un rôle important sur l'augmentation de la productivité. Entre 1995 et 2006, neuf études ont mesuré l'impact des nouvelles techniques agricoles sur les rendements dans la région du Plateau central dans différentes conditions. Toutes ces études ont conclu à des impacts positifs, allant de 40 % à plus de 100 % d'augmentation de la productivité (Reij *et al.*, 2009).

Il s'agit d'une réussite d'autant plus remarquable qu'elle doit être replacée dans le contexte des tendances régionales. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que seules 10 % des terres à l'échelle de la planète connaissent une amélioration de leur fertilité, tandis que plus de 30 % se dégradent (FAO, 2011).

4. Impact humain

Au cours des 20 dernières années, les graves déficits alimentaires du début des années 1980 dans la région du Plateau central ont été considérablement réduits. Si la plupart des familles connaissent encore des périodes de pénurie alimentaire, les périodes de soudure ont été réduites de moitié, passant de six mois à deux ou trois mois chaque année (Reij *et al.*, 2009). L'adoption de techniques agricoles améliorées peut également permettre une augmentation du revenu des ménages. D'après Barro *et al.* (2005), 1 franc CFA investi dans les zai mécanisés peut générer un profit de 14 francs CFA. En moyenne, les auteurs estiment que les investissements dans l'adoption des systèmes culturaux reposant sur des zai mécanisés peuvent rapporter 150 000 francs CFA/ha par an. Au moment de leur étude, cela représentait environ 300 dollars US, soit environ 75 % du revenu annuel par habitant.

Si la malnutrition et la pauvreté persistent dans la plupart des zones du Plateau central et de manière générale

Encadré 1 : Trois techniques améliorées pour l'agriculture durable au Burkina Faso

- **Zai** : micro bassin de plantation traditionnellement utilisé à petite échelle pour réhabiliter des sols arides et infertiles. Les innovations apportées consistent notamment à agrandir la taille du micro bassin et à effectuer un apport de fumier et d'autres matières organiques.
- **Cordons pierreux** : petites digues semi-perméables constituées de pierres alignées de manière compacte, que l'on positionne autour et au travers des champs. Ces digues retiennent l'eau de pluie et favorisent son infiltration lente dans le sol, empêchant ainsi le ruissellement et réduisant l'érosion en retenant les particules du sol et en augmentant son humidité.
- **Demi-lunes** : fosses de forme semi-circulaire dans lesquelles sont plantées des boutures. La partie creusée recueille l'eau de pluie le long de ses parois, permettant aux plantes situées dans la fosse de bénéficier d'un supplément d'eau de pluie. Comme les cordons pierreux, les demi-lunes suivent les courbes de niveau dans les champs pour limiter le ruissellement.

au Burkina Faso, il semble donc que la situation aurait été pire sans l'adoption de techniques agricoles durables. Bien qu'année après année le risque de famine continue de planer, les événements terribles lors de la sécheresse de 1973–1974, qui avaient causé de nombreux décès, ne se sont pas reproduits (Sawadogo, 2007 ; Prevention Web, 2014). Il est certes impossible d'établir un lien direct entre l'absence de larges épisodes de famine et les progrès réalisés dans la réhabilitation des sols ainsi que l'adoption de techniques agricoles durables, nous pouvons toutefois affirmer que ces innovations permettent des retours sur investissement non négligeables en une seule saison, ainsi qu'une augmentation de la production alimentaire estimée entre 25 % et 75 % (PATECORE et PLT-B, 2005). Cela indique que l'utilisation de ces techniques peut réellement diminuer l'impact des crises au niveau des ménages.

Quels sont les facteurs de changement ?

1. Identifier des techniques performantes

Le facteur le plus important expliquant l'adoption de pratiques agricoles durables dans la région du Plateau central a peut-être été la nature même de ces techniques, à savoir les zaï, les cordons pierreux et les demi-lunes. Ces trois pratiques reposent sur l'amélioration de procédés et de techniques utilisés dans la région et doivent leur émergence à un processus participatif des communautés locales et des représentants paysans. Une approche qui contraste avec certaines expériences précédentes d'introduction de techniques agricoles, importées d'horizons divers et mises en œuvre selon un processus allant du sommet vers la base, qui n'ont pas donné de résultats probants.

En réaction à ces expériences mitigées, les agriculteurs et les organisations qui les soutenaient ont cherché à élaborer des techniques mieux adaptées aux principales difficultés liées à l'environnement. L'un des aspects les plus intéressants de ces techniques réside dans le fait qu'elles procurent des bénéfices dès la première saison agricole ou pendant la saison sèche. Ainsi, les agriculteurs n'ont pas à attendre longtemps pour bénéficier d'une augmentation de leur revenu, ce qui leur permet de réaliser un retour sur investissement rapide. Il s'agit là d'un point essentiel étant donné les contraintes auxquelles font face les foyers agricoles très pauvres, prédominant dans le nord du Burkina Faso.

L'impact à court terme est une augmentation des rendements, qui peut aller de 30 % à 350 %, en particulier si ces techniques sont combinées (p. ex. cordons pierreux associés à des zaï et à l'utilisation de fumure). Ces résultats positifs sont particulièrement probants sur des sols dégradés n'ayant pas été cultivés précédemment (Étude Sahel, CILSS). L'augmentation des rendements la première année est estimée à 40 % et ont atteint 1 200 kg/ha sur sols nus.

2. Diffuser les connaissances

Les techniques agricoles durables utilisées dans le Plateau central semblent avoir été assez largement diffusées et adaptées. Bien que les études d'impact ont été conduites

uniquement sur des échantillon limités de villages ou de parcelles, les rapports des projets ainsi que les entretiens avec des experts, indiquent que les pratiques agricoles durables ont été largement diffusées à l'échelle du Plateau central.

Organisations locales

Le réseau de la société civile au Burkina Faso compte parmi les plus actifs et les plus divers de l'Afrique subsaharienne. L'agriculture constitue l'élément fédérateur de ces mouvements qui prennent la forme de groupements d'agriculteurs locaux, rassemblés au sein de la Fédération nationale des groupements Naam (FNGN). Les groupements d'agriculteurs et les ONG nationales ont sans conteste un impact significatif sur la diffusion de l'information, aussi bien sur les pratiques agricoles améliorées que pour la commercialisation et l'accès aux crédits.

L'engagement de ces organisations au niveau communautaire, a notamment permis de garantir un accès équitable à l'information et d'éviter que l'information ne profite qu'aux agriculteurs profitants de réseaux déjà bien établis et de ressources leur permettant d'avoir un accès plus aisé à l'information. Enfin, ces organisations ont considérablement développé leurs compétences et leurs capacités à diffuser et à mettre en œuvre les techniques de conservation de l'eau et des sols.



Projet de jardin potager, région du Sahel. Photo: ©CE-ECHO/Anouk Delafortrie

Soutien des organismes nationaux et internationaux

Les résultats prometteurs des premières initiatives ont permis aux agriculteurs et aux organisations paysannes de solliciter le soutien du gouvernement et les donateurs afin d'accélérer la diffusion des nouvelles techniques de production. Ainsi, la FNGN a joué le rôle de médiateur entre les communautés d'agriculteurs, qui représentent sa base, et des dispositifs de soutien à l'échelle nationale et internationale. En collaboration avec d'autres organisations de la société civile,

la FNGN a ainsi entrepris des campagnes de dissémination de l'information sur les nouvelles techniques de production durables et leurs bénéfiques afin de susciter l'intérêt des bailleurs de fond.

Plus généralement, à partir du début des années 1980, d'importants efforts de diffusion ont été menés par des ONG internationales, par la suite suppléés par des organisations locales. Oxfam GB a soutenu un projet d'agroforesterie reposant sur une approche participative au niveau des villages dans l'objectif de promouvoir la technique des cordons pierreux. Des projets pilotes soutenus par l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ), le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et d'autres organismes ont permis de démontrer que les techniques des cordons pierreux et des zaï sont les techniques de production les plus adaptés aux contraintes des agriculteurs de la région. Un projet financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) a aussi soutenu l'adoption de la technique des demi-lunes aujourd'hui largement répandue dans la région (Reij, 2009). Enfin, une série d'analyses de terrain mettant en évidence le succès de ces techniques a suscité l'intérêt d'universitaires de Ouagadougou permettant non seulement des recherches plus approfondies sur ces techniques mais aussi d'élargir le champs de diffusion de l'information sur ces techniques.

3. Encourager l'adoption

Ces techniques nécessitent l'accès à de nombreux intrants : l'ajout de nutriments nécessaires à la régénération du sol, pouvant être coûteux et difficiles à obtenir ainsi qu'un besoin supplémentaire considérable en main d'œuvre, pour ériger les cordons pierreux, creuser les zaï et les demi-lunes ou encore pour édifier des protections contre les ruminants et l'érosion.

Les investissements nécessaires à l'adoption de ces techniques ainsi que de coût des intrants, peuvent créer une barrière à l'entrée pour les producteurs les plus pauvres. Ouédrao (2005) montre qu'il était particulièrement difficile pour les foyers à bas revenus d'adopter ces techniques. Ainsi, dans une étude analysant les données issues d'enquêtes de ménages de deux villages durant la période 1992-1994, il remarque que le taux d'adoption des techniques varie de 10 % à 50 %, et qu'il est corrélé au niveau de revenu.

La généralisation de l'adoption de ces techniques supposait donc que des organismes publics et des ONG impliquées dans le secteur les subventionnent. Dans la région du Plateau central, le projet PATECORE financé par l'Allemagne a joué un rôle essentiel et a permis de lever certaines des barrières à l'adoption. L'une des caractéristiques importantes de ce projet, qui le distinguait des projets financés par les donateurs au cours des décennies précédentes et qui n'avaient pas obtenu de résultats positifs, était la participation des agriculteurs aux phases de planification et de mise en œuvre, ainsi que la prise en compte des connaissances endogènes en matière de techniques agricoles susceptibles d'être adaptées aux conditions locales.

Notre travail sur le terrain montre que les paysans sont davantage susceptibles d'adopter les techniques agricoles améliorées lorsqu'ils bénéficient d'aides pour couvrir les coûts en intrants, outillage et main d'œuvre. Sur le Plateau central, l'adoption des techniques s'est répandue au-delà de la minorité des paysans aisés, grâce à une assistance extérieure conséquente (visites techniques, dons d'outils, subventions pour les coûts de transport liés à l'érection des cordons pierreux et programmes « nourriture contre travail » pour les personnes les plus défavorisées).

De plus, des organismes de recherche comme l'INERA et le CIRAD et d'autres ont proposé des approches permettant de surmonter les principaux obstacles à l'adoption. Afin de réduire le besoin en main d'œuvre, ces organismes ont ainsi proposé des solutions de mécanisation reposant sur l'utilisation d'ânes et de charrues, ainsi que de nouvelles méthodes de compostage lorsque l'accès aux matières organiques étaient insuffisantes.

Quelles sont les difficultés ?

1. La faiblesse de la coordination limite les améliorations à grande échelle

Une grande variété d'acteurs ont été impliqués dans le processus de développement des nouvelles techniques de production durables dans la région du Plateau central; des agriculteurs aux donateurs internationaux, en passant par un large spectre d'acteurs intermédiaires. L'ensemble des entretiens réalisés dans le cadre de cette étude a mis en évidence que le manque de coordination entre ces acteurs a limité l'ampleur de l'adoption des techniques agricoles durables.

Comme le prouvent les récents programmes et engagements politiques le gouvernement du Burkina Faso est prêt à soutenir les investissements dans l'agriculture durable, notamment à travers l'adoption des objectifs de la Déclaration de Maputo de consacrer 10 % du budget national à l'agriculture. Cependant, plusieurs des personnes interrogées ont souligné la nécessité d'une coordination rigoureuse entre les différents ministères et collectivités afin de généraliser les résultats et de veiller à ce que les fonds soient alloués de manière appropriée et efficace.

Et si les organismes internationaux ont joué un rôle essentiel ces 30 dernières années, aussi bien en matière de financement que de mise en œuvre, il reste des progrès à faire afin de mieux structurer la coordination entre les ONG nationales et internationales, les ministères et les administrations locales (entretien avec un représentant de l'UE à Ouagadougou, 2013). Une planification et une coordination plus stratégiques pourraient renforcer l'impact de leurs interventions de manière significative et permettre de franchir le palier que constituerait une réelle transformation en matière de systèmes de conservation de l'eau et de réhabilitation des sols (entretiens avec GIZ, Ouagadougou, 2014).

2. Des innovations techniques supplémentaires sont nécessaires

Bien qu'étant très efficaces du point de vue de l'environnement, ces techniques peuvent encore être améliorées et de faciliter leur adoption, en particulier par les agriculteurs les plus modestes. Les principales solutions mises en avant par différents travaux de recherche, et que confirment nos entretiens, visent à lever les contraintes existantes au niveau des ménages :

- **Transport** : les ménages les plus pauvres ont peu de chance d'avoir accès aux charrettes, tirées par des ânes, ou aux camions nécessaires au transport des pierres pour la construction des cordons pierreux. Des innovations qui réduisent les besoins de transport augmenteraient donc leur capacité à adopter des techniques durables.
- **Main d'œuvre** : l'utilisation de petites machines ou de bétail pour la construction des zaï et des demi-lunes et la réhabilitation des sols dégradés est une solution peu coûteuse et peut avoir un impact important en réduisant les besoins en main d'œuvre de 300 heures/ha à seulement 50 heures/ha (Barro *et al.*, 2005).
- **Fertilisation organique** : l'augmentation de la production de biomasse et de compost sera essentielle dans le futur afin d'améliorer la production agricole. L'innovation dans le domaine des engrais organiques est donc un facteur essentiel pour l'adoption de techniques agricoles durables à l'échelle nationale.

3. Les investissements doivent être plus stratégiques

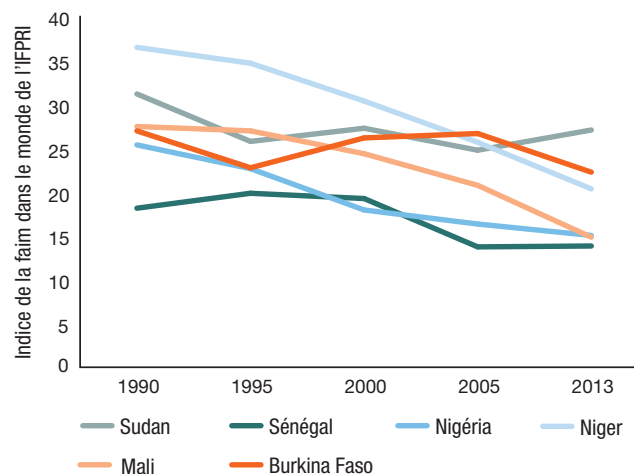
Si de nombreux agriculteurs ont adopté les nouvelles techniques malgré un soutien financier limité, les taux d'adoption relativement faibles en dépit des efforts importants de sensibilisation laissent penser que les obstacles financiers sont importants, ce que confirment nos entretiens. Plusieurs personnes interrogées ont évoqué un problème de ciblage : que les agriculteurs les plus vulnérables ne sont pas en mesure de faire face aux coûts initiaux.

Il est également possible que les ménages les plus aisés aient un niveau d'éducation supérieur et soient donc plus à même de profiter de l'aide fournie par les dispositifs du gouvernement et des ONG (Reij *et al.*, 2005). Étant donné le succès évident des techniques des cordons pierreux et des zaï, entre autres, on peut raisonnablement penser qu'une augmentation significative du financement de ces dispositifs entraînerait une augmentation massive des surfaces de sols réhabilités chaque année. L'intérêt croissant pour le financement des actions en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique pourrait être un moyen d'augmenter les financements internationaux.

4. Une approche intégrée est nécessaire

Dans le domaine des politiques liées aux ressources naturelles, deux hypothèses erronées ont été historiquement

Figure 3 : Indice de la faim dans le monde 1990–2013, IFPRI



Source : IFPRI, 2013

Remarque : des scores faibles signifient de meilleurs résultats

émises. Premièrement, les écosystèmes réagiraient à l'activité humaine de façon linéaires, prévisibles et contrôlables. Deuxièmement, le système humain et le système naturel peuvent être traités de manière indépendante (Folke *et al.*, 2002). Nos entretiens nous conduisent à penser que les agriculteurs de la région du Plateau central, sont tout à fait conscients de la première erreur. Les aléas climatiques sont désormais considérés comme la norme (entretien avec la FNGN, Ouahigouya, 2014). Cependant, le manque de continuité et de vision à long terme des politiques et programmes visant à renforcer la résistance des écosystèmes et des communautés ne sont pas à la hauteur des défis d'un climat désormais imprévisible et incontrôlable. Seule une approche intégrée et à long terme de la réhabilitation et de l'entretien des sols peut permettre d'y faire face.

De plus, alors que l'accroissement des rendements dans la région du Plateau central a permis d'augmenter suffisamment la production de céréales pour assurer la sécurité alimentaire de 400 000 à 600 000 personnes supplémentaires (Reij *et al.*, 2009a), le statut nutritionnel n'a pas connu de véritable amélioration, que ce soit dans le Plateau central ou au Burkina Faso de manière générale (voir Figure 3).

Les liens entre la production alimentaire et le bien-être nutritionnel sont complexes, et de nombreux facteurs font que l'augmentation de la production alimentaire ne se traduit pas forcément par des gains au niveau nutritionnel. Dans le cas du Burkina Faso, il est évident que des progrès restent à faire. La persistance de l'insécurité alimentaire en dépit de l'amélioration des rendements suggère que la faiblesse des mécanismes du marché et de la répartition fragilise les progrès réalisés dans le pays.

Quels enseignements en tirer ?

Dans le domaine de l'agriculture durable, et plus particulièrement dans le domaine de la conservation de l'eau et des sols, le Burkina Faso a réalisé des progrès considérables malgré un contexte difficile. Ces progrès, qui montrent qu'il est possible d'augmenter la productivité agricole tout en préservant les ressources naturelles comme l'eau et les terres et en s'adaptant aux changements climatiques et environnementaux, constituent donc une source d'enseignements.

- **Des technologies efficaces et économiques sont essentielles, tout comme la participation verticale des communautés locales et des responsables paysans, afin de veiller à ce que les nouvelles technologies soient adaptées aux conditions locales.** Les progrès considérables réalisés par le Burkina Faso dans le domaine de l'agriculture durable n'auraient pas été possibles sans le développement de technologies appropriées, et ce indépendamment du soutien reçu. Au Burkina Faso, il a fallu de nombreuses années pour développer des technologies adéquates mais, une fois la phase de développement achevée, les impacts ont été remarquables. Il apparaît cependant que, dans certaines circonstances, des solutions développées localement en adaptant des pratiques traditionnelles, ont plus de chance d'être adoptées que des techniques importées de l'extérieur.
- **Mobiliser les organisations existantes et les réseaux locaux pour diffuser des informations sur les nouvelles technologies et faire parvenir l'aide destinée à leur adoption peut être une stratégie efficace en termes de vulgarisation.** L'existence de réseaux et d'organisations communautaires et de la société civile solides a grandement favorisé la diffusion et l'adoption de techniques plus appropriées. S'appuyer autant que possible sur les réseaux existants, même s'ils sont moins développés qu'au Burkina Faso, doit être au cœur des stratégies mises en œuvre pour diffuser et faire adopter les technologies appropriées. Les réseaux existants peuvent mobiliser les agriculteurs et les inciter à collaborer, à consacrer plus de temps et de ressources à des projets à l'échelle de la communauté et à en partager les bénéfices.

- **Des ressources financières supplémentaires sont nécessaires pour inciter les agriculteurs à adopter des techniques améliorées et plus durables, et les financements disponibles doivent être ciblés de manière stratégique.** Malgré les coûts, apparemment faibles, associés à l'introduction de ces techniques agricoles durables, leur adoption est restée en deçà des attentes. Le manque de ressources des agriculteurs les plus pauvres reste un obstacle majeur. On peut donc raisonnablement penser qu'un financement renforcé et mieux ciblé conduirait à généraliser le recours à ces techniques. Une meilleure coordination entre les donateurs permettrait aussi de faire le lien entre les différents projets afin de mutualiser les gains et d'obtenir de meilleurs résultats, tout en encourageant le partage des enseignements tirés des interventions les plus efficaces et en évitant les doubles emplois.
- **Les organismes internationaux ont tout intérêt à soutenir le développement de systèmes agricoles durables et la réhabilitation des terres.** Si la question de l'agriculture non durable doit être traitée au niveau national, le recours à l'aide technique et aux financements internationaux reste incontournable dans certains contextes. Alors que les objectifs de développement durable (ODD) devraient prendre le relais des OMD après 2015, les donateurs ont d'autant plus de raisons d'accorder de l'importance à la réhabilitation des terres et à son financement qu'elle s'inscrit dans les stratégies de réduction de la pauvreté et contribue à préserver un bien commun.

Les nouveaux instruments de financement de l'action en faveur du climat offrent de nouvelles opportunités pour aider les agriculteurs à atténuer les changements climatiques. Cependant, la faible demande pour ces crédits, les coûts de transaction élevés pour y accéder et le conflit potentiel entre les efforts d'atténuation et les objectifs de développement obèrent de manière significative l'efficacité de ces sources de financement (Lipper *et al.*, 2011).

Des résultats considérables pourraient être obtenus si ces problèmes étaient surmontés et si le potentiel que représentent les initiatives de financement de la lutte contre les changements climatiques était pleinement exploité.

La présente synthèse résume les conclusions d'un rapport de recherche faisant partie d'une série d'études de cas du projet Development Progress publiées sur developmentprogress.org.

Development Progress est un projet de recherche mis en œuvre sur une période de quatre ans qui vise à mieux comprendre et mesurer les progrès réalisés en termes de développement et à communiquer les résultats de ses recherches. La seconde phase de mise en œuvre s'attache à poursuivre l'examen des progrès réalisés dans les pays et les différents secteurs entrepris dans le cadre de 24 études de cas, afin de mettre en relief les actions ayant porté leurs fruits ces 20 dernières années et d'analyser les raisons de leur succès.

La présente publication est issue de recherches financées par la Fondation Bill & Melinda Gates. Les constatations et conclusions exprimées ici sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions ou politiques de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Overseas Development Institute

203 Blackfriars Road
London SE1 8NJ

L'Institut est une société à responsabilité limitée par garantie.
Immatriculée en Angleterre et au pays de Galles, sous le n° 661818
Organisme de bienfaisance n° 228248

Nous contacter

developmentprogress.org
developmentprogress@odi.org.uk
T: +44 (0)20 7922 0300

Inscription à notre newsletter

developmentprogress.org/sign-our-newsletter

Nous suivre sur Twitter

twitter.com/dev_progress

Clause de non-responsabilité

Les points de vue exprimés dans le présent rapport sont ceux de leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement ceux de l'ODI.

Conception

Figures par Soapbox.

© Overseas Development Institute 2014.

La reproduction, en tout ou partie, de la teneur du présent rapport est autorisée à des fins non commerciales. Pour toute utilisation en ligne, merci de bien vouloir indiquer le lien vers la ressource d'origine sur le site de Development Progress. Il est demandé que mention soit faite de la source et qu'un exemplaire de l'ouvrage où sera reproduit l'extrait cité soit communiqué à l'ODI en sa qualité de détenteur des droits d'auteur.

Références

- Banque Mondiale (2014) « Indicateurs ». Washington, DC : World Bank.
- Barro, A. et al. (2005) « Étude de cas sur la récupération des sols dégradés dans le plateau central du Burkina Faso: un chemin vers une agriculture durable ». Document présenté à CIRAD, FARA, CTA, AIDA Conférence «Agricultural Innovation in Dryland Africa», Accra 22-24 janvier 2007.
- Critchley, W. (1991) *Looking After Our Land: Soil and Water Conservation in Dryland Africa*. Oxford : Oxfam GB.
- ERD (2011) *Rapport européen sur le développement 2012*. Londres : Overseas Development Institute.
- Folke, C. et al. (2002) *Resilience and Sustainable Development: Building Adaptive Capacity in a World of Transformation*. Paris : International Council for Science.
- Ickowitz, A. et al (2012) « Crop-livestock production systems in the Sahel: increasing resilience for adaptation to climate change and preserving food security », (Atelier FAO/OCDE : *Renforcer la résilience pour l'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'agriculture*). Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture / Organisation de coopération et de développement économiques.
- IFPRI (2013) *Indice de la Faim dans le Monde*. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Kaboré, D. et Reij, C. (2004) *The Emergence and Spreading of an Improved Traditional Soil and Water Conservation Practice in Burkina Faso*. EPTD Discussion Paper No. 114. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Lipper, L. et al. (2011) *Climate change mitigation finance for smallholder agriculture: a guide book to harvesting soil carbon sequestration benefits*. Rome: FAO.
- Ouédraogo, M. (2002) *Land Tenure and Rural Development in Burkina Faso: Issues and strategies*. Issue Paper 112. Ouagadougou : National Village Land Management Programme.
- Ouédraogo, S. (2005) *Intensification de l'agriculture dans le Plateau central du Burkina Faso: une analyse des possibilités à partir des nouvelles technologies*. Groningen : Centre for Development Studies, Université de Groningen.
- PATECORE and PLT (2005) Développement et Diffusion de Techniques de Lutte contre la Désertification au Sahel: Capitalisation des expériences du PATECORE/PLT.
- PNUD (2013) Human Development Report 2013 « The Rise of the South: Human Progress in a Diverse World ». Basingstoke: Palgrave Macmillan, for the UNDP ».
- PreventionWeb (2014) Burkina Faso – Disaster Statistics.
- Reij, C., Tappan, G. et Belemvire, A. (2005) « Changing Land Management Practices and Vegetation the Central Plateau of Burkina Faso (1968-2002) », *Journal of Arid Environments* 63: 642-659.
- Reij, C., Tappan, G. et Smale, M. (2009) « Re-Greening the Sahel: Farmer-led innovation in Burkina Faso and Niger » en Spielman, D.J., et Pandya-Lorch, R. (eds) *Millions Fed: Proven Successes in Agricultural Development*. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Sawadogo, J.M. (2007) *Coping with less rain in Burkina Faso*. Africa Renewal Online.